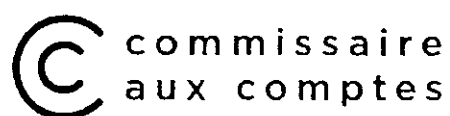


Domitia audit



Association G.I.H.P. OCCITANIE LR

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES
ASSOCIATION LOI 1901
N° SIREN 776 061 061

341 RUE HIPPOLYTE FIZEAU
34000 MONTPELLIER

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

G.I.H.P Occitanie LR
Siège social : 341 rue Hippolyte Fizeau - 34000 MONTPELLIER
N° SIREN 776 061 061

Aux membres adhérents de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GIHP Occitanie LR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion contenue dans le rapport financier, le rapport moral et le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

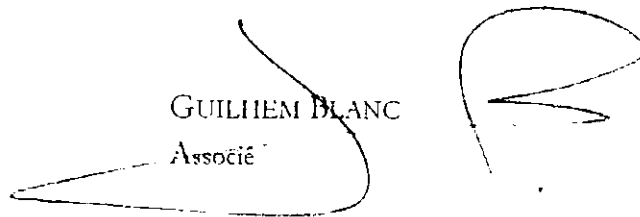
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 11 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

GUILHEM BLANC
Associé



Comptes annuels au 31 décembre 2023

G.I.H.P Occitanie LR
Siège social : 341 rue Hippolyte Fizeau - 34000 MONTPELLIER
N° SIREN 776 061 061

2023

COMPTES ANNUELS

au 31/12/2023

Association GIHP OCCITANIE LR

341 Rue Hippolyte Fizeau

ZAC Le Millénaire

34000 MONTPELLIER

Code APE : 8810A

SIRET : 77606106100078

Parc Euromédecine
Mini Parc Bâtiment 3
912, rue de la Croix Verte
CS 70488
34196 MONTPELLIER Cedex 5

 **acces conseil**
EXPERTISE COMPTABLE

• 04 99 23 33 32
• 04 99 23 33 21

cabinet@acces-conseil.com

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	826,80	434,01	392,79	558,15
	Autres immobilisations incorporelles (1)	258 093,01	219 084,55	39 008,46	60 405,84
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	1 243 170,60		1 243 170,60	78 116,93
	Constructions	1 214 787,52	1 019 601,58	195 185,94	193 398,30
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	5 288 582,80	3 305 569,70	1 983 013,10	1 701 806,69
	Immobilisations corporelles en cours	197 360,70		197 360,70	29 220,96
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	231 409,00	426,84	230 982,16	230 671,18
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	38 320,63		38 320,63	37 479,85
TOTAL (I)		8 472 551,06	4 545 116,68	3 927 434,38	2 331 657,90
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	1 257,79		1 257,79	3 233,00
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 580 159,15		1 580 159,15	1 353 346,67
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	703 833,72	45 864,74	657 968,98	173 221,73
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	12 523 605,16		12 523 605,16	15 200 359,24
	Charges constatées d'avance	41 084,16		41 084,16	277 845,00
	TOTAL (II)	14 849 939,98	45 864,74	14 804 075,24	17 008 005,64
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		23 322 491,04	4 590 981,42	18 731 509,62	19 339 663,54
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				38 320,63	37 479,85
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	770 376,01	770 376,01
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	627 450,60	605 576,02
	Autres		
	Report à nouveau	2 796 209,04	2 627 966,79
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	1 283 160,18	852 082,36
	Excédent ou déficit de l'exercice	(57 016,08)	621 194,65
	Total des fonds propres (situation nette)	5 420 179,75	5 477 195,83
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	50 644,02	70 418,36
	Provisions réglementées	15 325,42	15 315,42
	Total des autres fonds propres	65 969,44	85 733,78
	Total des fonds propres	5 486 149,19	5 562 929,61
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	1 226 118,75	1 462 604,72
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés	1 226 118,75	1 462 604,72
Provisions	Provisions pour risques	693 182,50	418 743,50
	Provisions pour charges	462 703,20	509 829,06
	Total des provisions	1 155 885,70	928 572,56
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	7 928 103,68	7 989 826,61
	Emprunts et dettes financières divers	3 990,00	2 990,00
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	80 294,97	73 752,50
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	334 609,14	551 008,86
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 480 690,35	2 559 144,10
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	31 360,59	42 816,80
	Produits constatés d'avance	4 307,25	166 017,78
	Total des dettes	10 863 355,98	11 385 556,65
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	18 731 509,62	19 339 663,54
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(57 016,08)	621 194,65
(1)	Dont à moins d'un an	10 119 892,71	10 668 509,55
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	6 915 378,52	7 003 695,59

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	39 172,00	39 878,00
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	5 547 416,91	4 733 599,92
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	11 967 916,28	12 786 370,14
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	8 356,74	8 690,31
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	622 106,57	587 769,73
	Utilisations des fonds dédiés	290 510,97	137 030,47
	Autres produits	249 888,50	232 392,11
Total des produits d'exploitation		18 725 367,97	18 525 730,68
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 806 180,54	2 492 093,28
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	957 811,86	897 463,04
	Salaires et traitements	11 174 834,27	10 586 956,44
	Charges sociales	2 891 323,76	2 654 784,49
	Dotation aux amortissements et dépréciations	784 423,52	764 701,17
	Dotation aux provisions	330 406,68	110 909,56
	Reports en fonds dédiés	54 025,00	500 076,73
	Autres charges	50 274,03	55 488,14
Total des charges d'exploitation		19 049 279,66	18 062 472,85
RESULTAT D'EXPLOITATION		(323 911,69)	463 257,83

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(323 911,69)	463 257,83
PRODUITS FINANCIERS	De participation	87 639,72	25 069,95
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		40,04
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	265,23	
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		87 904,95	25 109,99
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		692,07
	Intérêts et charges assimilées	10 541,76	6 751,34
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		10 541,76	7 443,41
RESULTAT FINANCIER		77 363,19	17 666,58
RESULTAT COURANT avant impôts		(246 548,50)	480 924,41
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	113,00	2 779,13
	Sur opérations en capital	214 559,35	148 322,75
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	150,00	
	Total des produits exceptionnels	214 822,35	151 101,88
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	467,00	1 009,68
	Sur opérations en capital	1 489,93	3 919,96
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	160,00	500,00
	Total des charges exceptionnelles	2 116,93	5 429,64
RESULTAT EXCEPTIONNEL		212 705,42	145 672,24
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		23 173,00	5 402,00
TOTAL DES PRODUITS		19 028 095,27	18 701 942,55
TOTAL DES CHARGES		19 085 111,35	18 080 747,90
EXCEDENT ou DEFICIT		(57 016,08)	621 194,65
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		15 994,32	15 331,59
Bénévolat		51 775,00	
TOTAL		67 769,32	15 331,59
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		15 994,32	15 331,59
Prestations			
Personnel bénévole		51 775,00	
TOTAL		67 769,32	15 331,59

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 Juin 2014 relatif au Plan Comptable Général complété par le règlement de l'ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016.

Le bilan de l'exercice présente un total de **18 731 510** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de **produits de 19 028 095** euros et un total de **charges de 19 085 111** euros, dégageant ainsi un **résultat de -57 016** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999
- La loi n°83 353 du 30 Avril 1983
- Le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- Les règlements comptables :
 - 1999-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations
 - 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
 - 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
 - 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
 - 2018-06 du 05 Novembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
 - 2019-04 du 08 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- L'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- L'arrêté du 23 Décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux E.S.M.S. relevant du I de l'article L.312-1 du C.A.S.F.
- L'instruction codificatrice n°09-006 M22 du 31 Mars 2009 (Tome I : le cadre comptable).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.